



---

## COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LOIRE-ATLANTIQUE

### ASSOCIATION

Siège social :  
12 Rue Arago  
44 240 La Chapelle sur Erdre

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

---



## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux membres de l'association Comité des Œuvres Sociales du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique,

### I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité des Œuvres Sociales du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loire-Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II. FONDÉMENT DE L'OPINION

#### A. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



## B. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## C. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement ANC n°2018-06.

## III. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Comme mentionné ci-avant, la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes annuels expose la première application du règlement ANC n°2018-06. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés que le traitement comptable lié à ce changement de méthode comptable a été correctement effectué et que la présentation qui en est faite est appropriée.

#### IV. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans le rapport moral adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

#### V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



## VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nantes, le 24 mai 2021

Le Commissaire aux comptes

Groupe SECOB Nantes



Marc Retailleau

**GROUPE SECOB NANTES**  
Commissaires aux comptes  
6 rue de la Cornouaille  
44300 NANTES



## Bilan

ACTIF	Montant Brut	Amortissements	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019	PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Immobilisations incorporelles	25 380	21 762	3 618	5 560	Réserves	128 086	149 866
Immobilisations corporelles	3 833	3 833	-	-	Résultat	1 677	-21 780
Immobilisations financières	7 970	-	7 970	8 082	Subventions d'investissement	58 389	58 389
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>37 183</b>	<b>25 595</b>	<b>11 588</b>	<b>13 641</b>	<b>FONDS PROPRES</b>	<b>188 152</b>	<b>186 475</b>
Stocks	5 784	-	5 784	4 033	Dettes financières	2 615	4 419
Créances	4 170	-	4 170	2 036	Virements en attente	2 615	4 419
Trésorerie	311 535	-	311 535	327 082	Dettes	10 460	14 605
Comptes courants	30 400	-	30 400	74 297	Dettes fournisseurs et assimilé	10 460	11 693
Comptes livrets	277 233	-	277 233	246 657	Fournisseurs d'immobilisations	-	2 913
Chèques vacances	2 820	-	2 820	140			
Prélèvements en attente	40	-	40	5 127			
Chèques à encaisser	-	-	-	311			
Quasi-impôts	1 042	-	1 042	551			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>321 489</b>	<b>-</b>	<b>321 489</b>	<b>333 150</b>	<b>DETTES</b>	<b>13 075</b>	<b>19 024</b>
Charges constatées d'avance	40 666	-	40 666	41 937	Produits constatés d'avance	172 515	183 228
<b>TOTAL GENERAL - ACTIF</b>	<b>399 338</b>	<b>25 595</b>	<b>373 743</b>	<b>388 728</b>	<b>TOTAL GENERAL - PASSIF</b>	<b>373 743</b>	<b>388 728</b>

7



COS SDIS 44 - Rapport financier au 31/12/2020

## Le compte résultat

	2020	2019	Var. en %
Subventions	515 300	575 000	-10,4%
Participations des agents	210 902	258 129	-18,3%
Produits financiers	577	1 087	-46,9%
Autres produits	-	110	-100,0%
<b>Total des produits (I)</b>	<b>726 778</b>	<b>834 326</b>	<b>-12,9%</b>
Achats d'activités	596 406	679 882	-11,9%
Autres achats	-	35	-100,0%
<b>Sous-total achats</b>	<b>596 406</b>	<b>679 917</b>	<b>-11,9%</b>
Locations	1 000	1 000	0,0%
Maintenance et entretien	4 603	4 469	-53,7%
Assurances	1 900	1 855	2,4%
Documentations	120	120	0,0%
<b>Sous-total services extérieurs</b>	<b>5 090</b>	<b>7 444</b>	<b>-31,6%</b>
Honoraires	17 332	18 045	-4,0%
Frais d'acte - contentieux (publication JO)	-	-	-
Déplacements, missions et réceptions	1 713	2 496	-31,4%
Adhésions et cotisations	2 718	2 718	0,0%
<b>Sous-total autres services extérieurs</b>	<b>21 762</b>	<b>23 259</b>	<b>-6,4%</b>
Formations	-	-	-
Charges de personnel	97 328	145 097	-32,9%
Charges exceptionnelles	-	-	-
Dotation aux amortissements	1 942	266	630,0%
Imposition des placements	40	121	-66,9%
<b>Total des charges (II)</b>	<b>725 101</b>	<b>856 105</b>	<b>-15,3%</b>
<b>Résultat (I-II)</b>	<b>1 677</b>	<b>-21 780</b>	<b>-</b>

12



COS SDIS 44 - Rapport financier au 31/12/2020

## Note de présentation et annexe

### Note de présentation

Au 31 décembre 2020, les fonds propres du C.O.S. s'établissent à 188 152 euros.

Il se décompose de la manière suivante :

- Réserves : 128 086 €
- Résultat : 1 677 €
- Subventions d'investissement : 58 389 €

### Autres faits caractéristiques de l'exercice

#### **COVID19**

Le 30 janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 d'urgence sanitaire publique mondiale. Il s'agit d'un événement ayant impacté fortement les activités organisées par le comité (billetterie, remboursements sur activités...) entraînant leur annulation ou leur report sur 2021.

Les impacts économiques pour le COS ne sont pas quantifiables précisément. Pour autant :

- Les activités de voyages et autres événements organisés par le COS prévus en 2020 ont été reportés à chaque fois que possible.
- Le bureau estime que cet événement n'a pas d'impact significatif sur la capacité à poursuivre son exploitation au cours des 12 prochains mois.

#### **Changement de méthode comptable**

La première application du règlement ANC n° 2018-06 constitue un changement de méthode comptable. Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n° 2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent

5

## Note de présentation et annexe

### Règles et méthodes comptables

#### **Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code du commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatives au plan comptable général.

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques.

#### **Stocks**

Ils sont évalués à leur coût d'achat

#### **Prêts aux agents**

Le C.O.S. octroie des prêts aux agents de son périmètre, dont 4 987,50 € ont été octroyés et 5 099 € ont été remboursés au cours de l'exercice.

#### **Immobilisations**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon les durées suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : 3 ans
- Logiciel et site : 3 à 5 ans

#### **Mise à disposition**

Afin de soutenir les actions du COS, le SDIS 44 met gratuitement à disposition des locaux meublés comprenant plusieurs bureaux ; leur valorisation est estimée à 7 982 € au titre de 2020.

6